

## Les péquistes demandent le soutien des municipalités

### Demande d'enquête publique dans le secteur de la construction



par Chantal Crépeau

Article mis en ligne le 11 décembre 2009 (Nord Info)

**Rarement dans l'histoire parlementaire au Québec les débats ont été aussi difficiles, rudes et agressifs. Si le menu parlementaire semblait vide et sans réel intérêt au moment de commencer les travaux, on peut dire que tout a changé rapidement avec les allégations de corruption et de collusion dans le secteur de la construction, éclaboussant les paliers de gouvernement provincial et municipal. Pour les députés péquistes, pas question de lâcher dans leur demande d'instaurer une enquête publique.**

«Quatre-vingt-six pour cent de la population du Québec demande une enquête publique et le gouvernement de Jean Charest refuse encore. Se réfugier derrière les enquêtes policières n'est pas de nature à redonner confiance à la population», de dire René Gauvreau, député de Groulx.

Pour les députés péquistes, le gouvernement ne doit pas se défilier derrière le travail des policiers pour lancer une commission d'enquête publique. «Les trois partis d'opposition à l'Assemblée nationale, les maires de Montréal et de Québec, le conseil municipal de Montréal, le FQM, les ordres professionnels, le syndicat des policiers, les procureurs de la Couronne, la CSN et de nombreux autres organismes réclament une commission d'enquête publique sur les allégations de corruption, de malversation et de collusion dans le secteur de la construction au Québec», de rappeler le député de Groulx.

Afin de mettre de la pression sur le gouvernement, le Parti québécois lance un appel à l'ensemble des maires du Québec pour adopter une résolution demandant une enquête publique. L'ensemble des municipalités, villes et villages est invité à emboîter le pas pour remettre de l'ordre dans les affaires politiques. «Nous sommes convaincus que l'ensemble des maires des municipalités seront d'accord pour adopter une telle résolution. Ceux qui ne voudront pas auront à vivre avec leurs actes», de lancer le député de Bertrand, Claude Cousineau.

Dans le même sens, le Parti québécois se dit prêt à assumer toutes les accusations pouvant sortir d'une telle enquête les concernant. «Nous allons revenir à la charge cet hiver et on ne va pas abandonner l'idée d'instaurer une commission d'enquête publique», de conclure d'une même voix l'ensemble des députés des Laurentides.